

No. 49523*

**Germany
and
Monaco**

Agreement between the Federal Republic of Germany and the Principality of Monaco concerning assistance through information-sharing in tax matters and tax-related criminal proceedings (with protocol). Berlin, 27 July 2010

Entry into force: *9 December 2011 by the exchange of instruments of ratification, in accordance with article 11*

Authentic texts: *French and German*

Registration with the Secretariat of the United Nations: *Germany, 5 April 2012*

* *No UNTS volume number has yet been determined for this record. The Text(s) reproduced below, if attached, are the authentic texts of the agreement/action attachment as submitted for registration and publication to the Secretariat. For ease of reference they were sequentially paginated. Translations, if attached, are not final and are provided for information only.*

**Allemagne
et
Monaco**

Accord entre la République fédérale d'Allemagne et la Principauté de Monaco sur l'assistance en matière fiscale civile et pénale par l'échange de renseignements (avec protocole). Berlin, 27 juillet 2010

Entrée en vigueur : *9 décembre 2011 par échange des instruments de ratification, conformément à l'article 11*

Textes authentiques : *français et allemand*

Enregistrement auprès du Secrétariat des Nations Unies : *Allemagne, 5 avril 2012*

* *Numéro de volume RTNU n'a pas encore été établie pour ce dossier. Les textes reproduits ci-dessous, s'ils sont disponibles, sont les textes authentiques de l'accord/pièce jointe d'action tel que soumises pour l'enregistrement et publication au Secrétariat. Pour référence, ils ont été présentés sous forme de la pagination consécutive. Les traductions, s'ils sont inclus, ne sont pas en form finale et sont fournies uniquement à titre d'information.*

[FRENCH TEXT – TEXTE FRANÇAIS]

Accord

entre

la République Fédérale d'Allemagne

et

la Principauté de Monaco

sur l'assistance en matière fiscale civile et pénale par l'échange de renseignements

La République Fédérale d'Allemagne
et
la Principauté de Monaco
(« les Parties contractantes »)

souhaitant établir les termes et conditions régissant l'échange de renseignements en matière fiscale,

sont convenus des dispositions suivantes :

Article 1^{er}

Objet et champ d'application de l'Accord

Les Autorités compétentes des Parties contractantes s'accordent une assistance par l'échange de renseignements vraisemblablement pertinents pour l'administration et l'application de la législation interne des Parties contractantes relative aux impôts visés par le présent Accord, en ce compris les renseignements qui sont vraisemblablement pertinents pour la détermination, l'établissement et la perception de ces impôts, pour le recouvrement et l'exécution des créances fiscales ou pour les enquêtes ou poursuites en matière fiscale pénale .

Article 2

Compétence

La Partie requise n'a pas obligation de fournir des renseignements qui ne sont pas détenus par ses autorités ou en la possession ou sous le contrôle de personnes relevant de sa compétence.

Article 3
Impôts visés

(1) Le présent Accord s'applique aux impôts suivants perçus par les Parties contractantes :

a) en ce qui concerne la République Fédérale d'Allemagne :

- l'impôt sur le revenu (Einkommensteuer),
- l'impôt sur les sociétés (Körperschaftsteuer),
- la taxe professionnelle (Gewerbsteuer),
- l'impôt sur le capital (Vermögensteuer),
- les droits de succession (Erbschaftsteuer),
- l'impôt sur les primes d'assurance (Versicherungsteuer),

en ce compris les suppléments prélevés ;

b) en ce qui concerne la Principauté de Monaco :

- l'impôt sur les bénéficiaires.

(2) Le présent Accord s'applique aussi aux impôts identiques ou analogues qui seraient établis après la date de signature de l'Accord et qui s'ajouteraient aux impôts actuels ou qui les remplaceraient. Les Autorités compétentes des Parties contractantes se notifient toute modification substantielle apportée aux mesures fiscales et aux mesures connexes de collecte de renseignements visées dans l'Accord.

Article 4
Définitions

(1) Aux fins du présent Accord, sauf définition contraire :

- a) « Principauté de Monaco » signifie le territoire de la Principauté de Monaco, les eaux intérieures, la mer territoriale y compris le sol et le sous-sol, l'espace

aérien, sa zone économique exclusive et sa plate-forme continentale, sur lesquels, en conformité avec le droit international et selon sa législation, la Principauté de Monaco exerce des droits souverains et sa juridiction ;

- b) « République Fédérale d'Allemagne » signifie le territoire sur lequel la loi fiscale de la République Fédérale d'Allemagne est en vigueur ;
- c) « Autorité compétente » signifie
 - i) en ce qui concerne la Principauté de Monaco, le Conseiller de Gouvernement pour les Finances et l'Economie ou son représentant autorisé ;
 - ii) en ce qui concerne la République Fédérale d'Allemagne, le Ministre Fédéral des Finances ou le service auquel il a délégué son pouvoir, lequel, en ce qui concerne les affaires fiscales pénales, sera le Ministre Fédéral de la justice ou le service auquel il a délégué son pouvoir ;
- d) « personne » inclut une personne physique, une société et tout autre groupement de personnes ;
- e) « société » signifie toute personne morale ou toute entité considérée fiscalement comme une personne morale ;
- f) « société cotée » signifie toute société dont la catégorie principale d'actions est cotée sur une bourse reconnue, les actions cotées de la société devant pouvoir être achetées ou vendues facilement par le public. Les actions peuvent être achetées ou vendues « par le public » si l'achat ou la vente des actions n'est pas implicitement ou explicitement restreint à un groupe limité d'investisseurs ;
- g) « catégorie principale d'actions » signifie la ou les catégories d'actions représentant la majorité des droits de vote et de la valeur de la société ;

- h) « bourse reconnue », signifie toute bourse déterminée d'un commun accord par les Autorités compétentes des Parties contractantes ;
- i) « fonds ou dispositif de placement collectif » désigne tout instrument de placement groupé, quelque soit sa forme juridique. L'expression « fonds ou dispositif de placement collectif public » signifie tout fonds ou dispositif de placement collectif dont les parts, actions ou autres participations peuvent être facilement achetées, vendues ou rachetées par le public. Les parts, actions ou autres participations au fonds ou dispositif peuvent être facilement achetées, vendues ou rachetées « par le public » si l'achat, la vente ou le rachat n'est pas implicitement ou explicitement restreint à un groupe limité d'investisseurs ;
- j) « impôt » signifie tout impôt auquel s'applique le présent Accord ;
- k) « Partie contractante requérante » signifie la Partie contractante qui demande les renseignements ;
- l) « Partie contractante requise » signifie la Partie contractante à laquelle les renseignements sont demandés ;
- m) « mesures de collecte de renseignements » signifie les dispositions législatives et réglementaires ainsi que les procédures administratives ou judiciaires qui permettent à une Partie contractante d'obtenir et de fournir les renseignements demandés ;
- n) « renseignement » désigne tout fait, énoncé ou document, quelle que soit sa forme ;
- o) « matière fiscale » signifie toute matière fiscale, en ce compris la matière fiscale pénale ;
- p) « en matière fiscale pénale » signifie toute affaire fiscale faisant intervenir un acte intentionnel passible de poursuites en vertu du droit pénal de la Partie requérante ;

- q) « droit pénal » signifie toute disposition pénale qualifiée de telle en droit interne, qu'elle figure dans la législation fiscale, dans la législation pénale ou dans d'autres lois.

(2) Pour l'application du présent Accord à un moment donné par une Partie contractante, tout terme ou toute expression qui n'y est pas défini a, sauf si le contexte exige une interprétation différente, le sens que lui attribue à ce moment le droit de cette Partie contractante, le sens attribué à ce terme ou expression par le droit fiscal applicable de cette Partie contractante prévalant sur le sens que lui attribuent les autres branches du droit de cette Partie contractante.

Article 5

Echange de renseignements sur demande

(1) L'Autorité compétente de la Partie requise fournit les renseignements sur demande aux fins visées à l'article 1^{er}. Ces renseignements doivent être échangés, que la Partie requise ait ou non besoin de ces renseignements à ses propres fins fiscales ou que l'acte faisant l'objet de l'enquête ait constitué ou non une infraction pénale selon le droit de la Partie requise s'il se produisait dans cette Partie.

(2) Si les renseignements en la possession de l'Autorité compétente de la Partie contractante requise ne sont pas suffisants pour lui permettre de donner suite à la demande de renseignements, cette Partie contractante prend toutes les mesures adéquates de collecte de renseignements nécessaires pour fournir à la Partie contractante requérante les renseignements demandés, même si la Partie contractante requise n'a pas besoin de ces renseignements à ses propres fins fiscales.

(3) Sur demande spécifique de l'Autorité compétente de la Partie contractante requérante, l'Autorité compétente de la Partie contractante requise fournit les renseignements visés au présent article, dans la mesure où son droit interne le lui permet, sous la forme de dépositions de témoins et de copies certifiées conformes aux documents originaux.

(4) Chaque Partie contractante fait en sorte que ses Autorités compétentes aient le droit, aux fins visées à l'article 1^{er}, d'obtenir et de fournir, sur demande :

- a) les renseignements détenus par les banques, les autres institutions financières et toute personne agissant en qualité de mandataire ou de fiduciaire ;
- b) i) les renseignements concernant la propriété des sociétés, sociétés de personnes, fiducies, fondations et autres personnes, y compris, dans le cas de fonds ou dispositifs de placement collectif, les renseignements sur les actions, parts et autres intérêts ;

ii) dans le cas d'une fiducie, les renseignements sur les constituants, les fiduciaires, les garants et les bénéficiaires ; et dans le cas d'une fondation, les renseignements sur les fondateurs, les membres du conseil de la fondation et les bénéficiaires,

à condition que le présent Accord n'oblige pas les Parties contractantes à obtenir ou fournir les renseignements en matière de propriété concernant des sociétés cotées ou des fonds ou dispositifs de placement collectif publics, sauf si ces renseignements peuvent être obtenus sans susciter des difficultés disproportionnées.

(5) L'Autorité compétente de la Partie contractante requérante fournit les renseignements suivants à l'Autorité compétente de la Partie contractante requise, lorsqu'elle soumet une demande de renseignements en vertu de l'Accord, afin de démontrer la pertinence vraisemblable des renseignements demandés :

- a) l'identité de la personne faisant l'objet d'un contrôle ou d'une enquête ;
- b) la période pour laquelle les renseignements sont demandés ;
- c) les indications concernant les renseignements recherchés, notamment leur nature et la forme sous laquelle la Partie contractante requérante souhaite recevoir les renseignements de la Partie contractante requise ;

contractante requérante, en indiquant les raisons de l'incapacité dans laquelle elle se trouve de fournir les renseignements, la nature des obstacles rencontrés ou les motifs de son refus.

Article 6

Contrôles fiscaux à l'étranger

(1) Une Partie contractante peut autoriser des représentants de l'Autorité compétente de l'autre Partie contractante à entrer sur son territoire, dans les limites fixées par son droit interne, pour interroger des personnes physiques et examiner des documents, avec le consentement écrit des personnes concernées. L'Autorité compétente de la partie contractante mentionnée en premier lieu fait connaître à l'Autorité compétente de la partie contractante mentionnée en second lieu, la date et le lieu de la réunion avec les personnes physiques concernées.

(2) A la demande de l'Autorité compétente d'une Partie contractante, l'Autorité compétente de l'autre Partie contractante peut autoriser des représentants de l'Autorité compétente de la première partie contractante à assister à la phase appropriée d'un contrôle fiscal dans la seconde partie contractante.

(3) Si la demande visée au paragraphe 2 est acceptée, l'Autorité compétente de la Partie contractante qui conduit le contrôle fait connaître aussitôt que possible à l'Autorité compétente de l'autre Partie contractante la date et le lieu du contrôle, l'autorité ou le fonctionnaire désigné pour conduire le contrôle ainsi que les procédures et conditions exigées par la première Partie contractante pour la conduite du contrôle. Toute décision relative à la conduite du contrôle fiscal est prise par la Partie contractante qui conduit le contrôle.

- d) le but fiscal dans lequel les renseignements sont demandés ;
- e) les raisons qui donnent à penser que les renseignements demandés sont détenus dans la Partie contractante requise ou sont en la possession ou sous le contrôle d'une personne relevant de la compétence de la Partie contractante requise ;
- f) dans la mesure où ils sont connus, le nom et adresse de toute personne dont il y a lieu de penser qu'elle est en possession ou qu'elle contrôle les renseignements demandés ;
- g) une déclaration précisant que la demande est conforme aux dispositions législatives et réglementaires ainsi qu'aux pratiques administratives de la partie contractante requérante, que, si les renseignements demandés relevaient de la compétence de la partie contractante requérante, l'Autorité compétente de cette partie pourrait obtenir les renseignements en vertu de son droit et que la demande de renseignements est conforme au présent Accord ;
- h) une déclaration précisant que la partie contractante requérante a utilisé pour obtenir les renseignements tous les moyens disponibles sur son propre territoire, hormis ceux qui susciteraient des difficultés disproportionnées.

(6) L'Autorité compétente de la Partie contractante requise transmet aussi rapidement que possible à la Partie contractante requérante les renseignements demandés. Pour assurer une réponse rapide, l'Autorité compétente de la Partie contractante requise :

- a) accuse réception de la demande par écrit à l'Autorité compétente de la Partie contractante requérante et, dans les 60 jours à compter de la réception de la demande, avise cette autorité des éventuelles lacunes de la demande ;
- b) si l'Autorité compétente de la Partie contractante requise n'a pu obtenir et fournir les renseignements dans les 90 jours à compter de la réception de la demande, y compris dans le cas où elle rencontre des obstacles pour fournir les renseignements ou refuse de fournir les renseignements, elle en informe immédiatement la Partie

Article 7

Possibilité de décliner une demande

(1) L'Autorité compétente de la Partie contractante requise peut refuser l'assistance :

- a) lorsque la demande n'est pas soumise en conformité avec le présent Accord ;
- b) lorsque la Partie contractante requérante n'a pas mis en oeuvre tous les moyens disponibles sur son propre territoire pour obtenir ces renseignements, sauf si le recours à de tels moyens suscitait des difficultés disproportionnées ; ou
- c) lorsque la divulgation des renseignements demandés serait contraire à l'ordre public de la Partie contractante requise.

(2) Le présent Accord n'oblige pas une Partie contractante :

- a) à fournir des éléments soumis à un privilège légal ou à fournir des renseignements qui révéleraient un secret commercial, industriel ou professionnel ou un procédé commercial, à condition que les renseignements décrits au paragraphe 4 de l'article 5 ne soient pas, de ce seul fait, traités comme un tel secret ou procédé commercial ;
ou
- b) à prendre des mesures administratives contraires à sa législation et à ses pratiques administratives, à condition que rien dans ce sous-paragraphe n'affecte les obligations d'une Partie contractante prévues au paragraphe 4 de l'article 5.

(3) Une demande de renseignements ne peut être rejetée au motif que la créance fiscale faisant l'objet de la demande est contestée.

(4) La Partie contractante requise n'est pas tenue d'obtenir ou de fournir des renseignements que la Partie contractante requérante ne pourrait pas obtenir en vertu de sa législation si les informations demandées relevaient de la compétence de la Partie contractante requérante.

(5) La Partie contractante requise peut rejeter une demande de renseignements si les renseignements sont demandés par la Partie contractante requérante pour appliquer ou exécuter une disposition de la législation fiscale de la Partie contractante requérante, ou toute obligation s'y rattachant, qui est discriminatoire à l'encontre d'un ressortissant de la partie contractante requise par rapport à un ressortissant de la Partie contractante requérante se trouvant dans des mêmes circonstances.

Article 8

Confidentialité

(1) Tout renseignement fourni et reçu par les Autorités compétentes des Parties contractantes est tenu confidentiel et traité comme un secret de la même façon que si ce renseignement avait été obtenu selon le droit interne des Parties contractantes.

(2) Ces renseignements ne peuvent être divulgués qu'aux personnes ou autorités (y compris les tribunaux et les organes administratifs) concernées aux fins de l'article 1^{er} et ne peuvent être utilisés par ces personnes ou autorités qu'à ces fins, y compris les décisions en matière de recours. Ainsi, les renseignements peuvent être divulgués lors d'enquêtes administratives ou pénales, lors d'audiences publiques de tribunaux ou dans les décisions judiciaires.

(3) Ces renseignements ne peuvent être utilisés à d'autres fins que celles fixées à l'article 1^{er} sans le consentement écrit de l'Autorité compétente de la Partie contractante requise.

(4) Les renseignements fournis à la Partie contractante requérante en vertu du présent Accord ne peuvent être divulgués à aucune autre juridiction.

(5) Les données personnelles sont transmises dans la mesure où elles sont strictement nécessaires à l'application du présent Accord et sont soumises aux lois de la Partie contractante qui les fournit.

Article 9

Frais

La répartition des frais exposés pour l'assistance est déterminée d'un commun accord par les Parties contractantes.

Article 10

Procédure amiable

(1) En cas de difficultés ou de doutes entre les Parties contractantes s'agissant de l'application ou de l'interprétation du présent Accord, les Autorités compétentes respectives s'efforcent de régler la question par voie d'accord amiable.

(2) Outre les accords visés au paragraphe 1, les Autorités compétentes des Parties contractantes peuvent déterminer d'un commun accord les procédures à suivre en application des articles 5, 6 et 9.

(3) Les Autorités compétentes des Parties contractantes peuvent communiquer entre elles directement aux fins du présent article.

Article 11

Entrée en vigueur

(1) Cet Accord doit être ratifié et les instruments de ratification doivent être échangés dès que possible.

(2) Le présent Accord entre en vigueur à la date d'échange des instruments de ratification et prendra effet dans les deux Parties contractantes :

- a) en matière fiscale pénale, à compter de cette date ;

- b) pour toutes les autres matières visées à l'article 1^{er}, à compter de cette date, mais uniquement pour les périodes imposables commençant à partir de cette date ou, à défaut de période imposable, pour les impôts dus au titre d'événements imposables se produisant à partir de cette date.

Article 12
Dénonciation

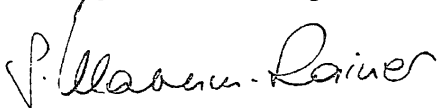
(1) Chacune des Parties contractante peut dénoncer le présent Accord en notifiant cette dénonciation par voie diplomatique à l'autre Partie contractante.

(2) Une telle dénonciation prendra effet le premier jour du mois qui suit l'expiration d'une période de 3 mois suivant la date de réception de la notification de dénonciation par l'autre Partie contractante.

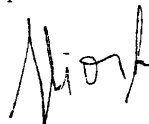
(3) En cas de dénonciation, chacune des Parties reste liée par les dispositions de l'article 8 pour tous renseignements obtenus en vertu du présent Accord.

Fait à Berlin, le *27 juillet*, 2010, en double exemplaire, dans les langues allemande et française, les deux textes faisant également foi.

Pour la
République Fédérale d'Allemagne



Pour la
Principauté de Monaco



Protocole
d'Accord
entre
la République Fédérale d'Allemagne
et
la Principauté de Monaco
sur l'assistance en matière fiscale civile et pénale par l'échange de renseignements

La République Fédérale d'Allemagne et la Principauté de Monaco (les « Parties contractantes ») ont convenu à la signature de l'Accord entre les deux parties sur l'assistance en matière fiscale civile et pénale par l'échange de renseignements des dispositions suivantes qui font partie intégrante dudit Accord :

1. en ce qui concerne l'alinéa a) du paragraphe 5 de l'article 5, il est entendu que l'identité de la personne faisant l'objet d'un contrôle ou d'une enquête doit être déterminée par des renseignements suffisants, généralement le nom et, dans la mesure où ils sont connus, l'adresse, le numéro de compte bancaire ou des renseignements d'identification équivalents. Il est également entendu que les alinéas a) à h) du paragraphe 5 de l'article 5 sont destinés à exclure toute demande spéculative de renseignements qui n'a aucun lien apparent avec une demande ou enquête en cours ;
2. en ce qui concerne le paragraphe 5 de l'article 8, les Parties contractantes assurent la protection des données personnelles à un niveau équivalent à celui de la directive 95/46/CE du Parlement européen et du Conseil du 24 octobre 1995 relative à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données personnelles et à la libre circulation de ces données. En outre, les dispositions suivantes s'appliquent :
 - a) le service requérant peut utiliser ces données conformément au paragraphe 3 de l'article 8 uniquement dans le but indiqué par le service requis et est soumis aux conditions prescrites par ledit service et conformes à l'article 8 ;

- b) nonobstant les dispositions du paragraphe 3 de l'article 8, les renseignements peuvent être utilisés à d'autres fins, si une telle utilisation est conforme à la loi des deux parties contractantes et si l'Autorité compétente de la Partie requise a accepté cette utilisation. L'utilisation à d'autres fins sans l'accord préalable de la partie requise n'est permise que si elle est nécessaire pour prévenir, au cas particulier, une menace imminente pour la vie d'une personne, des dommages physiques ou une perte de liberté, ou pour protéger des avoirs significatifs face à un danger imminent. Dans un tel cas l'Autorité compétente de la partie requise doit être sollicitée sans délai pour l'obtention d'une autorisation rétroactive de changement d'objet. Si l'autorisation est refusée, les renseignements ne peuvent être utilisés à ces autres fins et le service requérant doit effacer sans délai les données fournies. Tout dommage qui a été causé par l'utilisation des renseignements à d'autres fins doit être indemnisé ;
- c) le service requis est tenu d'exercer une vigilance quant à l'exactitude des données à fournir, à leur vraisemblable pertinence au sens de l'article 1^{er} et à leur proportionnalité au but pour lequel elles sont fournies. Les données sont vraisemblablement pertinentes si dans le cas concret posé il y a une possibilité sérieuse que l'autre partie contractante ait le droit de taxer et que rien n'indique que les données soient déjà connues par l'Autorité compétente de l'autre partie contractante ou que l'Autorité compétente de l'autre partie contractante ne pourrait avoir connaissance de la base imposable sans les renseignements. S'il s'avère que des données inexactes ou des données qui n'auraient pas dû être fournies ont été transmises, le service requérant destinataire en est informé sans délai. Ce service sera tenu de corriger ou d'effacer sans délai ces données ;
- d) le service requérant informe, sur demande du service requis et au cas par cas, la personne concernée à propos de l'utilisation des données fournies et des résultats ainsi obtenus ;

- e) le service requérant informe la personne concernée de la collecte de données par l'office requis. La personne concernée n'a pas besoin d'être informée tant qu'il est considéré que l'intérêt public l'emporte sur son droit d'être informé ;
 - f) sur demande, la personne concernée est informée des données fournies qui lui sont relatives et de l'utilisation prévue de celles-ci. La deuxième phrase du paragraphe e) s'applique en ce cas ;
 - g) le service requérant est responsable en vertu de son droit interne vis-à-vis de toute personne ayant subi un dommage illégal du fait de la fourniture de données dans le cadre de l'échange de renseignements conformément au présent Accord. Au regard de la personne lésée, l'organisme récepteur ne peut pas plaider à sa décharge que les dommages avaient été causés par le service requis ;
 - h) les services requis et les services requérants sont tenus de conserver les documents officiels relatifs aux données personnelles ;
 - i) dans le cas où le droit interne du service requis contient des délais particuliers pour la suppression des données personnelles fournies, ce service en informe le service requérant. Dans tous les cas, les données personnelles fournies doivent être effacées une fois qu'elles ne sont plus nécessaires aux fins pour lesquelles elles ont été fournies ;
 - j) les services requis et requérant sont tenus de prendre des mesures adéquates pour protéger les données personnelles fournies contre tout accès, modification ou divulgation non autorisé.
3. Conformément à l'article 9 de l'Accord, il est décidé d'un commun accord que les frais ordinaires qui sont engagés aux fins de répondre à une demande de renseignements seront supportés par la Partie requise. Ces frais ordinaires couvriront normalement les frais d'administration interne de l'Autorité compétente et les coûts externes

mineurs tels que les coûts postaux. Tous les frais raisonnables engagés par les tiers pour se conformer à la demande d'échange de renseignements sont considérés comme des frais extraordinaires et seront supportés par la partie contractante requérante. Les exemples de frais extraordinaires incluent, mais ne sont pas limités à, ce qui suit :

- a) frais raisonnables facturés pour le personnel employé par les tiers afin de répondre à la demande ;
- b) frais raisonnables facturés par les tiers pour mener les recherches ;
- c) frais raisonnables facturés par les tiers pour la copie des documents ;
- d) coûts raisonnables d'experts, interprètes ou traducteurs ;
- e) frais raisonnables pour la transmission des documents à la Partie contractante requérante ;
- f) frais raisonnables de contentieux de la Partie contractante requise relatifs à une demande de renseignements spécifique ;
- g) frais raisonnables pour obtenir des dépositions ou témoignages ; et
- h) frais et dépenses raisonnables, déterminés conformément aux montants autorisés en vertu de la loi applicable, de la personne qui se présente volontairement pour un entretien, une déposition ou un témoignage concernant une demande de renseignement spécifique.

Les Autorités compétentes se consultent pour tout cas particulier dont les frais extraordinaires sont susceptibles de dépasser 500 euros et ce afin de déterminer si la Partie contractante requérante souhaite maintenir sa demande et en supporter le coût.

4. Les communications officielles, y compris les demandes de renseignements, faite en relation ou conformément aux dispositions de l'Accord sont adressées par écrit directement à l'Autorité compétente de l'autre partie contractante à l'adresse ci-dessous, ou à toute autre adresse qui pourrait être notifiée, le cas échéant, par une partie contractante à l'autre. Toute communication ultérieure concernant les demandes de renseignements pourront se faire soit par écrit, soit verbalement, selon ce qui est plus pratique, entre les Autorités compétentes précédemment citées ou leurs entités autorisées.

Autorité compétente

pour la République Fédérale d'Allemagne :

Bundeszentralamt für Steuern

53221 Bonn

En matière de droit fiscal pénal :

Bundesamt für Justiz

53094 Bonn

Autorité compétente

pour la Principauté de Monaco :

Département des Finances et de

l'Economie – Ministère d'Etat

98000 MONACO

En matière de droit fiscal pénal :

l'Autorité compétente ci-dessus

mentionnée

[GERMAN TEXT – TEXTE ALLEMAND]

Abkommen vom 29. 07. 2010

zwischen

der Bundesrepublik Deutschland

und

dem Fürstentum Monaco

über die Unterstützung in Steuer- und Steuerstrafsachen durch Informationsaustausch

Die Bundesrepublik Deutschland
und
das Fürstentum Monaco
(„die Vertragsparteien“) –

in dem Wunsch, die Bedingungen des Informationsaustauschs in Steuersachen festzulegen –

sind wie folgt übereingekommen:

Artikel 1

Gegenstand und Geltungsbereich des Abkommens

Die zuständigen Behörden der Vertragsparteien leisten einander Unterstützung durch den Austausch von Informationen, die für die Durchführung des Rechts der Vertragsparteien betreffend die unter dieses Abkommen fallenden Steuern voraussichtlich erheblich sind, einschließlich Informationen, die für die Festsetzung, Veranlagung und Erhebung dieser Steuern, für die Vollstreckung von Steuerforderungen oder für Ermittlungen in oder die Verfolgung von Steuerstrafsachen voraussichtlich erheblich sind.

Artikel 2

Zuständigkeit

Die ersuchte Vertragspartei ist nicht zur Erteilung von Informationen verpflichtet, die ihren Behörden nicht vorliegen und sich auch nicht im Besitz oder in der Verfügungsmacht von Personen in ihrem Hoheitsbereich befinden.

Artikel 3

Unter das Abkommen fallende Steuern

(1) Dieses Abkommen gilt für die folgenden von den Vertragsparteien erhobenen Steuern:

a) in Bezug auf die Bundesrepublik Deutschland:

- die Einkommensteuer,
 - die Körperschaftsteuer,
 - die Gewerbesteuer,
 - die Vermögensteuer,
 - die Erbschaftsteuer,
 - die Versicherungsteuer,
- einschließlich der hierauf erhobenen Zuschläge;

b) in Bezug auf das Fürstentum Monaco:

- die Gewinnsteuer (impôt sur les bénéfices).

(2) Das Abkommen gilt auch für alle Steuern gleicher oder im Wesentlichen ähnlicher Art, die nach der Unterzeichnung des Abkommens neben den bestehenden Steuern oder an deren Stelle erhoben werden. Die zuständigen Behörden der Vertragsparteien teilen einander die bei den unter dieses Abkommen fallenden Steuern sowie den entsprechenden Maßnahmen zur Beschaffung von Informationen eingetretenen wesentlichen Änderungen mit.

Artikel 4

Begriffsbestimmungen

(1) Für die Zwecke dieses Abkommens, soweit nichts anderes bestimmt ist,

- a) bedeutet der Ausdruck „Fürstentum Monaco“ das Gebiet, die Binnengewässer, das Küstenmeer einschließlich seines Bodens und Untergrunds, den darüber befindlichen Luftraum, die ausschließliche Wirtschaftszone und den Festlandsockel des Fürstentums Monaco, über die das Fürstentum Monaco in Übereinstimmung mit dem Völkerrecht sowie der innerstaatlichen Gesetzgebung des Fürstentums Monaco souveräne Rechte und Hoheitsbefugnisse ausübt;
- b) bedeutet der Ausdruck „Bundesrepublik Deutschland“ das Gebiet, in dem das Steuerrecht der Bundesrepublik Deutschland gilt;
- c) bedeutet der Ausdruck „zuständige Behörde“
 - i) im Fürstentum Monaco den Finanz- und Wirtschaftsminister oder seinen bevollmächtigten Vertreter;
 - ii) in der Bundesrepublik Deutschland das Bundesministerium der Finanzen oder die Behörde, an die es seine Befugnis delegiert hat; in Steuerstrafsachen ist dies das Bundesministerium der Justiz oder die Behörde, an die es seine Befugnis delegiert hat;
- d) umfasst der Ausdruck „Person“ natürliche Personen, Gesellschaften und alle anderen Personenvereinigungen;
- e) bedeutet der Ausdruck „Gesellschaft“ eine juristische Person oder einen Rechtsträger, der für die Besteuerung wie eine juristische Person behandelt wird;
- f) bedeutet der Ausdruck „börsennotierte Gesellschaft“ eine Gesellschaft, deren Hauptaktiengattung an einer anerkannten Börse notiert ist und deren notierte Aktien von jedermann ohne Weiteres erworben oder veräußert werden können. Aktien können „von jedermann“ erworben oder veräußert werden, wenn der Erwerb oder die Veräußerung von Aktien weder implizit noch explizit auf eine begrenzte Investorengruppe beschränkt ist;

- g) bedeutet der Ausdruck „Hauptaktiengattung“ die Aktiengattung oder die Aktiengattungen, die eine Mehrheit der Stimmrechtsanteile und des Wertes der Gesellschaft darstellen;
- h) bedeutet der Ausdruck „anerkannte Börse“ eine Börse, auf die sich die zuständigen Behörden der Vertragsparteien verständigen;
- i) bedeutet der Ausdruck „Investmentfonds oder Investmentssystem für gemeinsame Anlagen“ eine Investitionsform für gemeinsame Anlagen, ungeachtet der Rechtsform. Der Ausdruck „öffentlicher Investmentfonds oder öffentliches Investmentssystem für gemeinsame Anlagen“ bedeutet einen Investmentfonds oder ein Investmentssystem für gemeinsame Anlagen, bei dem die Fondsanteile, Gesellschaftsanteile oder sonstigen Anteile am Fonds oder System ohne Weiteres von jedermann erworben, veräußert oder zurückgekauft werden können. Fondsanteile, Gesellschaftsanteile oder sonstige Anteile am Fonds oder System können ohne Weiteres „von jedermann“ erworben, veräußert oder zurückgekauft werden, wenn der Erwerb, die Veräußerung oder der Rückkauf weder implizit noch explizit auf eine begrenzte Anlegergruppe beschränkt ist;
- j) bedeutet der Ausdruck „Steuer“ eine Steuer, für die das Abkommen gilt;
- k) bedeutet der Ausdruck „ersuchende Vertragspartei“ die um Informationen ersuchende Vertragspartei;
- l) bedeutet der Ausdruck „ersuchte Vertragspartei“ die um Informationen ersuchte Vertragspartei;
- m) bedeutet der Ausdruck „Maßnahmen zur Beschaffung von Informationen“ die Gesetze und Verwaltungs- oder Gerichtsverfahren, die eine Vertragspartei zur Beschaffung und Erteilung der erbetenen Informationen befähigen;

- n) bedeutet der Ausdruck „Informationen“ Tatsachen, Erklärungen oder Aufzeichnungen jeder Art;
- o) bedeutet der Ausdruck „Steuersachen“ alle Steuersachen einschließlich Steuerstrafsachen;
- p) bedeutet der Ausdruck „Steuerstrafsachen“ im Zusammenhang mit vorsätzlichem Verhalten, das nach dem Strafrecht der ersuchenden Vertragspartei strafbewehrt ist;
- q) bedeutet der Ausdruck „Strafrecht“ sämtliche strafrechtlichen Bestimmungen, die nach innerstaatlichem Recht als solche bezeichnet werden, unabhängig davon, ob sie im Steuerrecht, im Strafgesetzbuch oder in anderen Gesetzen enthalten sind.

(2) Bei der Anwendung dieses Abkommens durch eine Vertragspartei hat, sofern der Zusammenhang nichts anderes erfordert, jeder im Abkommen nicht definierte Ausdruck die Bedeutung, die ihm zu diesem Zeitpunkt nach dem Recht dieser Vertragspartei zukommt, wobei die Bedeutung nach dem anzuwendenden Steuerrecht dieser Vertragspartei Vorrang vor einer Bedeutung hat, die dem Ausdruck nach anderem Recht dieser Vertragspartei zukommt.

Artikel 5

Informationsaustausch auf Ersuchen

(1) Auf Ersuchen erteilt die zuständige Behörde der ersuchten Vertragspartei Informationen für die in Artikel 1 genannten Zwecke. Diese Informationen werden ohne Rücksicht darauf erteilt, ob die ersuchte Vertragspartei diese Informationen für eigene steuerliche Zwecke benötigt oder ob das Verhalten, das Gegenstand der Ermittlungen ist, nach dem Recht der ersuchten Vertragspartei eine Straftat darstellen würde, wenn es im Gebiet der ersuchten Vertragspartei erfolgen würde.

(2) Reichen die der zuständigen Behörde der ersuchten Vertragspartei vorliegenden Informationen nicht aus, um dem Auskunftersuchen entsprechen zu können, so ergreift die ersuchte

Vertragspartei alle geeigneten Maßnahmen zur Beschaffung von Informationen, um der ersuchenden Vertragspartei die erbetenen Informationen zu erteilen, auch wenn die ersuchte Vertragspartei diese Informationen nicht für eigene steuerliche Zwecke benötigt.

(3) Auf ausdrückliches Ersuchen der zuständigen Behörde der ersuchenden Vertragspartei erteilt die zuständige Behörde der ersuchten Vertragspartei in dem nach ihrem innerstaatlichen Recht zulässigen Umfang Informationen nach diesem Artikel in Form von Zeugenaussagen und beglaubigten Kopien von Originaldokumenten.

(4) Beide Vertragsparteien gewährleisten, dass ihre zuständigen Behörden für die in Artikel 1 des Abkommens bezeichneten Zwecke die Befugnis haben, folgende Informationen auf Ersuchen einzuholen oder zu erteilen:

- a) Informationen von Banken, anderen Finanzinstituten oder Personen, einschließlich Bevollmächtigten und Treuhändern, die als Vertreter oder Treuhänder handeln;
- b) i) Informationen über das wirtschaftliche Eigentum an Gesellschaften, Personengesellschaften, Trusts, Stiftungen und anderen Personen; dies umfasst bei Investmentfonds oder Investmentssystemen für gemeinsame Anlagen Informationen über Gesellschaftsanteile, Fondsanteile und sonstige Anteile;
- ii) bei Trusts umfasst dies Informationen über Treugeber, Treuhänder, Protektoren und Treuhänderbegünstigte; bei Stiftungen Informationen über Stifter, Mitglieder des Stiftungsrats und Begünstigte;

dies gilt unter der Voraussetzung, dass durch dieses Abkommen keine Verpflichtung der Vertragsparteien geschaffen wird, Informationen über Eigentumsverhältnisse einzuholen oder zu erteilen, die börsennotierte Gesellschaften oder öffentliche Investmentfonds oder öffentliche Investmentssysteme für gemeinsame Anlagen betreffen, es sei denn, diese Informationen können ohne unverhältnismäßig große Schwierigkeiten eingeholt werden.

(5) Im Rahmen eines Auskunftersuchens nach dem Abkommen übermittelt die zuständige Behörde der ersuchenden Vertragspartei der zuständigen Behörde der ersuchten Vertragspartei als Nachweis für die voraussichtliche Erheblichkeit der erbetenen Informationen für das Ersuchen die folgenden Angaben:

- a) die Bezeichnung der Person, der die Ermittlung oder Untersuchung gilt;
- b) den Zeitraum, für den die Informationen erbeten werden;
- c) eine Aufstellung der erbetenen Informationen einschließlich ihrer Art sowie die Form, in der die ersuchende Vertragspartei die Informationen von der ersuchten Vertragspartei erhalten möchte;
- d) den steuerlichen Zweck, für den um die Informationen ersucht wird;
- e) die Gründe für die Annahme, dass die erbetenen Informationen der ersuchten Vertragspartei vorliegen oder sich im Besitz oder in der Verfügungsmacht einer Person im Hoheitsbereich der ersuchten Vertragspartei befinden;
- f) den Namen und die Anschrift von Personen, soweit bekannt, in deren Besitz sich die erbetenen Informationen vermutlich befinden;
- g) eine Erklärung, dass das Ersuchen dem Recht und der Verwaltungspraxis der ersuchenden Vertragspartei entspricht, dass die erbetenen Informationen, würden sie sich im Hoheitsbereich der ersuchenden Vertragspartei befinden, von der zuständigen Behörde der ersuchenden Vertragspartei nach ihrem Recht eingeholt werden könnten und dass das Ersuchen nach diesem Abkommen gestellt wurde;
- h) eine Erklärung, dass die ersuchende Vertragspartei alle ihr in ihrem eigenen Hoheitsgebiet zur Verfügung stehenden Maßnahmen zur Einholung der Informationen ausgeschöpft hat, ausgenommen solche, die unverhältnismäßig große Schwierigkeiten mit sich bringen würden.

(6) Die zuständige Behörde der ersuchten Vertragspartei übermittelt der ersuchenden Vertragspartei die erbetenen Informationen so umgehend wie möglich. Um eine zeitnahe Antwort sicherzustellen,

- a) bestätigt die zuständige Behörde der ersuchten Vertragspartei der zuständigen Behörde der ersuchenden Vertragspartei den Eingang eines Ersuchens schriftlich und unterrichtet die zuständige Behörde der ersuchenden Vertragspartei gegebenenfalls innerhalb von 60 Tagen nach Erhalt des Ersuchens über Mängel in dem Ersuchen;
- b) unterrichtet die zuständige Behörde der ersuchten Vertragspartei die ersuchende Vertragspartei unverzüglich, wenn die zuständige Behörde der ersuchten Vertragspartei die Informationen nicht innerhalb von 90 Tagen nach Eingang des Ersuchens einholen und erteilen konnte, und zwar auch dann, wenn der Informationsübermittlung Hindernisse entgegenstehen oder diese verweigert wird, unter Angabe der Gründe für ihre Erfolglosigkeit, der Art der Hindernisse oder der Gründe für ihre Verweigerung.

Artikel 6

Steuerprüfungen im Ausland

(1) Eine Vertragspartei kann, soweit dies nach ihrem Recht zulässig ist, Vertretern der zuständigen Behörde der anderen Vertragspartei die Einreise in das Hoheitsgebiet der erstgenannten Vertragspartei zur Befragung natürlicher Personen und Prüfung von Unterlagen gestatten, vorbehaltlich der schriftlichen Zustimmung der Betroffenen. Die zuständige Behörde der zweitgenannten Vertragspartei unterrichtet die zuständige Behörde der erstgenannten Vertragspartei über Zeitpunkt und Ort des Treffens mit den betroffenen natürlichen Personen.

(2) Auf Ersuchen der zuständigen Behörde einer Vertragspartei kann die zuständige Behörde der anderen Vertragspartei gestatten, dass Vertreter der zuständigen Behörde der erstgenannten Vertragspartei während des relevanten Teils einer Steuerprüfung in der zweitgenannten Vertragspartei anwesend sind.

(3) Ist dem in Absatz 2 bezeichneten Ersuchen stattgegeben worden, so unterrichtet die zuständige Behörde der die Prüfung durchführenden Vertragspartei so bald wie möglich die zuständige Behörde der anderen Vertragspartei über Zeitpunkt und Ort der Prüfung, die mit der Durchführung der Prüfung beauftragte Behörde oder den damit beauftragten Bediensteten sowie über die von der erstgenannten Vertragspartei für die Durchführung der Prüfung vorgeschriebenen Verfahren und Bedingungen. Alle Entscheidungen im Zusammenhang mit der Durchführung der Steuerprüfung trifft die die Prüfung durchführende Vertragspartei.

Artikel 7

Möglichkeit der Ablehnung eines Ersuchens

(1) Die zuständige Behörde der ersuchten Vertragspartei kann die Unterstützung ablehnen, wenn

- a) das Ersuchen nicht in Übereinstimmung mit diesem Abkommen gestellt wurde;
- b) die ersuchende Vertragspartei nicht alle ihr in ihrem eigenen Hoheitsgebiet zur Verfügung stehenden Maßnahmen zur Einholung der Informationen ausgeschöpft hat; ausgenommen sind Fälle, in denen der Rückgriff auf derartige Maßnahmen unverhältnismäßig große Schwierigkeiten mit sich bringen würde;
- c) die Erteilung der erbetenen Informationen der öffentlichen Ordnung (*ordre public*) der ersuchten Vertragspartei widerspräche.

(2) Dieses Abkommen verpflichtet eine Vertragspartei nicht

- a) zur Übermittlung von Angaben, die einem Aussageverweigerungsrecht unterliegen, oder zur Erteilung von Informationen, durch die ein Handels-, Industrie-, Gewerbe- oder Berufsgeheimnis oder ein Geschäftsverfahren preisgegeben würde, mit der Maßgabe, dass die in Artikel 5 Absatz 4 bezeichneten Informationen nicht allein schon deshalb als ein solches Geheimnis oder Geschäftsverfahren gelten, oder

- b) zur Durchführung von Verwaltungsmaßnahmen, die von ihren Gesetzen und ihrer Verwaltungspraxis abweichen, soweit die Verpflichtungen einer Vertragspartei nach Artikel 5 Absatz 4 durch diesen Buchstaben nicht berührt werden.

(3) Auskunftersuchen dürfen nicht mit der Begründung abgelehnt werden, die dem Ersuchen zugrunde liegende Steuerforderung sei strittig.

(4) Die ersuchte Vertragspartei ist nicht zur Einholung und Erteilung von Informationen verpflichtet, welche die zuständige Behörde der ersuchenden Vertragspartei nach ihrem Recht nicht einholen könnte, wenn sich die erbetenen Informationen im Hoheitsbereich der ersuchenden Vertragspartei befänden.

(5) Die ersuchte Vertragspartei kann ein Auskunftersuchen ablehnen, wenn die Informationen von der ersuchenden Vertragspartei zur Durchführung von Bestimmungen des Steuerrechts der ersuchenden Vertragspartei oder damit zusammenhängender Anforderungen erbeten werden, die einen Staatsangehörigen der ersuchten Vertragspartei gegenüber einem Staatsangehörigen der ersuchenden Vertragspartei unter den gleichen Umständen benachteiligen.

Artikel 8 Vertraulichkeit

(1) Die von den zuständigen Behörden der Vertragsparteien erteilten und empfangenen Informationen sind vertraulich zu behandeln und ebenso geheim zu halten wie aufgrund des innerstaatlichen Rechts der Vertragsparteien beschaffte Informationen.

(2) Diese Informationen dürfen nur den Personen oder Behörden (einschließlich der Gerichte und Verwaltungsbehörden) zugänglich gemacht werden, die mit den in Artikel 1 bezeichneten Aufgaben befasst sind, und von diesen Personen oder Behörden nur für die in Artikel 1 bezeichneten Zwecke verwendet werden; hierzu gehört die Entscheidung über Rechtsbehelfe. Für diese Zwecke dürfen die Informationen in verwaltungs- oder strafrechtlichen Ermitt-

lungsverfahren, in öffentlichen Gerichtsverfahren oder in einer Gerichtsentscheidung offengelegt werden.

(3) Diese Informationen dürfen ohne ausdrückliche schriftliche Zustimmung der zuständigen Behörde der ersuchten Vertragspartei nicht für andere als die in Artikel 1 bezeichneten Zwecke verwendet werden.

(4) Die nach diesem Abkommen der ersuchenden Vertragspartei erteilten Informationen dürfen keinem anderen Hoheitsbereich bekannt gegeben werden.

(5) Personenbezogene Daten dürfen übermittelt werden, soweit dies zur Durchführung dieses Abkommens erforderlich ist und vorbehaltlich des Rechts der übermittelnden Vertragspartei.

Artikel 9

Kosten

Die Vertragsparteien verständigen sich über die Verteilung der Kosten der geleisteten Unterstützung.

Artikel 10

Verständigungsverfahren

(1) Treten zwischen den Vertragsparteien Schwierigkeiten oder Zweifel bezüglich der Durchführung oder Auslegung des Abkommens auf, so bemühen sich die jeweiligen zuständigen Behörden, die Angelegenheit in gegenseitigem Einvernehmen zu regeln.

(2) Über die in Absatz 1 bezeichneten Vereinbarungen hinaus können sich die zuständigen Behörden der Vertragsparteien auf die nach den Artikeln 5, 6 und 9 anzuwendenden Verfahren verständigen.

(3) Die zuständigen Behörden der Vertragsparteien können zur Herbeiführung einer Einigung nach diesem Artikel unmittelbar miteinander verkehren.

Artikel 11

Inkrafttreten

(1) Dieses Abkommen bedarf der Ratifikation; die Ratifikationsurkunden werden so bald wie möglich ausgetauscht.

(2) Dieses Abkommen tritt am Tag des Austauschs der Ratifikationsurkunden in Kraft und ist in beiden Vertragsparteien anzuwenden

- a) auf Steuerstrafsachen
- b) auf alle anderen unter Artikel 1 fallenden Angelegenheiten, jedoch nur in Bezug auf die am oder nach dem Tag des Inkrafttretens beginnenden Veranlagungszeiträume oder, soweit es keinen Veranlagungszeitraum gibt, bei allen am oder nach dem genannten Tag entstehenden Steuern.

Artikel 12

Kündigung

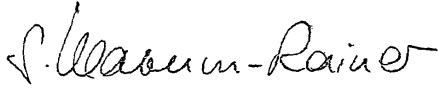
(1) Jede Vertragspartei kann das Abkommen durch ein Kündigungsschreiben auf diplomatischem Weg an die zuständige Behörde der anderen Vertragspartei kündigen.

(2) Die Kündigung wird am ersten Tag des Monats wirksam, der auf einen Zeitabschnitt von drei Monaten nach Eingang der Kündigungsanzeige bei der anderen Vertragspartei folgt.

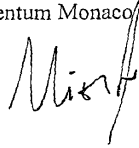
(3) Wird das Abkommen gekündigt, so bleiben beide Parteien in Bezug auf die nach dem Abkommen erhaltenen Informationen an Artikel 8 gebunden.

Geschehen zu Berlin am 29. Juli 2010 in zwei Urschriften, jede in deutscher und französischer Sprache, wobei jeder Wortlaut gleichermaßen verbindlich ist.

Für die
Bundesrepublik Deutschland



Für das
Fürstentum Monaco



Protokoll
zum Abkommen
zwischen
der Bundesrepublik Deutschland
und
dem Fürstentum Monaco
über die Unterstützung in Steuer- und Steuerstrafsachen durch Informationsaustausch

Die Bundesrepublik Deutschland und das Fürstentum Monaco (die „Vertragsparteien“) haben anlässlich der Unterzeichnung des Abkommens zwischen den beiden Parteien über die Unterstützung in Steuer- und Steuerstrafsachen durch Informationsaustausch nachstehende Bestimmungen vereinbart, die Bestandteil des Abkommens sind:

1. In Bezug auf Artikel 5 Absatz 5 Buchstabe a wird davon ausgegangen, dass die Bezeichnung der Person, die Gegenstand der Prüfung oder Ermittlung ist, anhand hinreichender Angaben – üblicherweise Name und, soweit bekannt, Anschrift, Kontonummer oder ähnliche identifizierende Angaben – festzustellen ist. Es wird außerdem davon ausgegangen, dass mit Artikel 5 Absatz 5 Buchstaben a bis h Ausforschungersuchen ausgeschlossen werden sollen, bei denen keine offensichtliche Verbindung zu einer gegenwärtigen Untersuchung oder Ermittlung besteht.
2. In Bezug auf Artikel 8 Absatz 5 gewährleisten die Vertragsparteien den Schutz personenbezogener Daten in einem Umfang, welcher der Richtlinie 95/46/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 24. Oktober 1995 zum Schutz natürlicher Personen bei der Verarbeitung personenbezogener Daten und zum freien Datenverkehr entspricht. Darüber hinaus gilt Folgendes:
 - a) Die empfangende Stelle kann diese Daten in Übereinstimmung mit Artikel 8 Absatz 3 nur zu dem von der übermittelnden Stelle angegebenen Zweck verwenden und unterliegt dabei den durch die übermittelnde Stelle vorgeschriebenen und mit Artikel 8 übereinstimmenden Bedingungen.

- b) Ungeachtet der Bestimmungen des Artikels 8 Absatz 3 können die Informationen für andere Zwecke verwendet werden, wenn sie nach dem Recht beider Vertragsparteien für diese anderen Zwecke verwendet werden können und die zuständige Behörde der übermittelnden Vertragspartei dieser Verwendung zugestimmt hat. Ohne vorherige Zustimmung der zuständigen Behörde der übermittelnden Vertragspartei ist eine Verwendung für andere Zwecke nur zulässig, wenn sie zur Abwehr einer im Einzelfall bestehenden dringenden Gefahr für das Leben, die körperliche Unversehrtheit oder die persönliche Freiheit einer Person oder zum Schutz bedeutender Vermögenswerte erforderlich ist und Gefahr im Verzug besteht. In diesem Fall ist die zuständige Behörde der übermittelnden Vertragspartei unverzüglich um nachträgliche Genehmigung der Zweckänderung zu ersuchen. Wird die Genehmigung verweigert, ist die weitere Verwendung der Information für den anderen Zweck unzulässig und die empfangende Stelle hat die übermittelten Daten unverzüglich zu löschen. Ein durch die Verwendung der Informationen für den anderen Zweck verursachter Schaden ist zu ersetzen.
- c) Die übermittelnde Stelle ist verpflichtet, auf die Richtigkeit der zu übermittelnden Daten und ihre voraussichtliche Erheblichkeit im Sinne des Artikels 1 und die Verhältnismäßigkeit in Bezug auf den mit der Übermittlung verfolgten Zweck zu achten. Voraussichtlich erheblich sind die Daten, wenn im konkreten Fall die ernstliche Möglichkeit besteht, dass die andere Vertragspartei ein Besteuerungsrecht hat, und keine Anhaltspunkte dafür vorliegen, dass die Daten der zuständigen Behörde der anderen Vertragspartei bereits bekannt sind oder dass die zuständige Behörde der anderen Vertragspartei ohne die Informationen von dem Gegenstand des Besteuerungsrechts Kenntnis erlangt. Erweist sich, dass unrichtige Daten oder Daten, die nicht übermittelt werden durften, übermittelt worden sind, so ist dies der empfangenden Stelle unverzüglich mitzuteilen. Diese ist verpflichtet, die Berichtigung oder Löschung solcher Daten unverzüglich vorzunehmen.
- d) Die empfangende Stelle unterrichtet die übermittelnde Stelle auf Ersuchen im Einzelfall über die Verwendung der Daten und die dadurch erzielten Ergebnisse.

- e) Die empfangende Stelle unterrichtet den Betroffenen über die Datenerhebung bei der übermittelnden Stelle. Die Unterrichtung kann unterbleiben, soweit und solange eine Abwägung ergibt, dass das öffentliche Interesse an dem Unterbleiben der Unterrichtung gegenüber dem Informationsinteresse des Betroffenen überwiegt.
 - f) Der Betroffene ist auf Antrag über die zu seiner Person übermittelten Daten sowie über ihre vorgesehene Verwendung zu unterrichten. Buchstabe e Satz 2 gilt entsprechend.
 - g) Wird jemand im Zusammenhang mit Übermittlungen im Rahmen des Datenaustauschs nach diesem Abkommen rechtswidrig geschädigt, haftet ihm hierfür die empfangende Stelle nach Maßgabe ihres innerstaatlichen Rechts. Sie kann sich im Verhältnis zum Geschädigten zu ihrer Entlastung nicht darauf berufen, dass der Schaden durch die übermittelnde Stelle verursacht worden ist.
 - h) Die übermittelnde und die empfangende Stelle sind verpflichtet, die Übermittlung und den Empfang von personenbezogenen Daten aktenkundig zu machen.
 - i) Soweit das für die übermittelnde Stelle geltende innerstaatliche Recht in Bezug auf die übermittelten personenbezogenen Daten besondere Lösungsfristen vorsieht, weist diese Stelle die empfangende Stelle darauf hin. In jedem Fall sind die übermittelten personenbezogenen Daten zu löschen, sobald sie für den Zweck, für den sie übermittelt worden sind, nicht mehr erforderlich sind.
 - j) Die übermittelnde und die empfangende Stelle sind verpflichtet, die übermittelten personenbezogenen Daten wirksam gegen unbefugten Zugang, unbefugte Veränderung und unbefugte Bekanntgabe zu schützen.
3. Nach Artikel 9 des Abkommens wird einvernehmlich beschlossen, dass reguläre Kosten der Erledigung eines Auskunftersuchens von der ersuchten Vertragspartei getragen werden. In der Regel decken die regulären Kosten die internen Verwaltungskosten der zuständigen Behörde sowie geringfügige externe Kosten, wie beispielsweise Kurierdienstkosten. Alle angemessenen Kosten, die Dritten bei der Erledigung des Auskunftersu-

chens entstehen, gelten als außergewöhnliche Kosten und sind von der ersuchenden Vertragspartei zu tragen. Zu den außergewöhnlichen Kosten zählen unter anderem folgende Kosten:

- a) angemessene Gebühren, die für Mitarbeiter erhoben werden, die Dritte zur Unterstützung bei der Erledigung des Ersuchens beschäftigen;
- b) angemessene Gebühren, die Dritte für Recherchearbeiten erheben;
- c) angemessene Gebühren, die Dritte für das Kopieren von Unterlagen erheben;
- d) angemessene Kosten für die Inanspruchnahme von Sachverständigen, Dolmetschern oder Übersetzern;
- e) angemessene Kosten für die Übermittlung von Unterlagen an die ersuchende Vertragspartei;
- f) angemessene Prozessführungskosten der ersuchten Vertragspartei im Zusammenhang mit einem bestimmten Auskunftersuchen;
- g) angemessene Kosten für eidliche mündliche Zeugenaussagen oder Zeugenaussagen vor Gericht; und
- h) angemessene, in Übereinstimmung mit den nach anzuwendendem Recht zulässigen Sätzen festgesetzte Kosten und Aufwendungen von Personen, die freiwillig zur Befragung, eidlichen mündlichen Zeugenaussage oder Zeugenaussage vor Gericht im Zusammenhang mit einem bestimmten Auskunftersuchen erscheinen.

Die zuständigen Behörden konsultieren einander in besonderen Fällen, in denen außergewöhnliche Kosten oberhalb eines Betrages von 500 EURO zu erwarten sind, um zu klären, ob die ersuchende Vertragspartei das Ersuchen weiterverfolgen und die Kosten tragen möchte.

4. Förmliche Mitteilungen, einschließlich Auskunftersuchen, im Zusammenhang oder in Übereinstimmung mit dem geschlossenen Abkommen sind schriftlich und auf direktem Wege an die nachfolgend angegebenen Adressen oder eine andere Adresse, die eine Vertragspartei der anderen Vertragspartei gegebenenfalls mitgeteilt hat, zu richten. Alle einem Auskunftersuchen folgenden Mitteilungen werden je nach Zweckmäßigkeit in schriftlicher oder mündlicher Form an die jeweils zuständige Behörde oder ihre bevollmächtigten Dienststellen gerichtet.

Zuständige Behörde
für die Bundesrepublik Deutschland:

Bundeszentralamt für Steuern
53221 Bonn

in Bezug auf Steuerstrafsachen:

Bundesamt für Justiz
53094 Bonn

Zuständige Behörde
für das Fürstentum Monaco:

Département des Finances et de
l'Economie – Ministère d'Etat
98000 MONACO

in Bezug auf Steuerstrafsachen:

die vorgenannte zuständige Behörde